

LES CONFERENCES DE L' **AFTi**

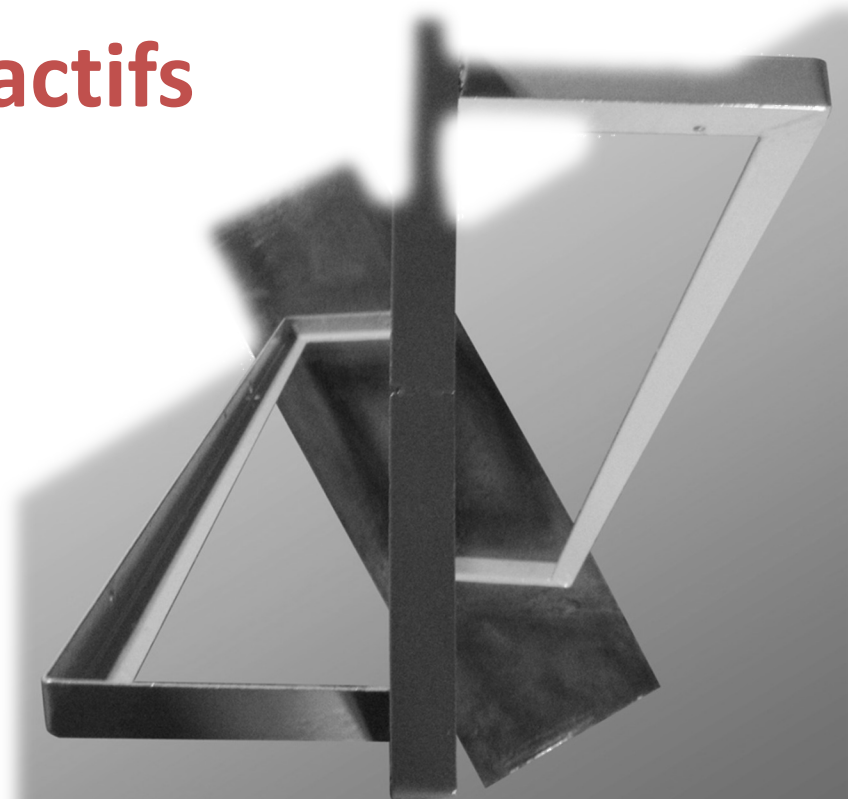
AIFMD/OPCVM :

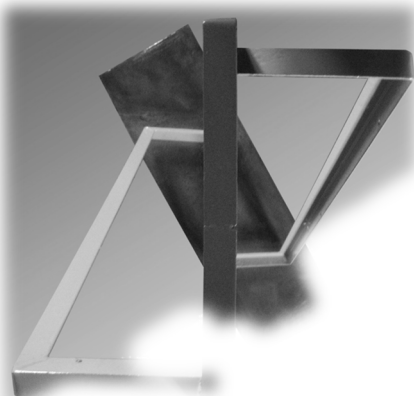
**Ce qui se prépare pour l'industrie de la
gestion d'actifs**

En partenariat avec :



Mercredi 21 mars 2012



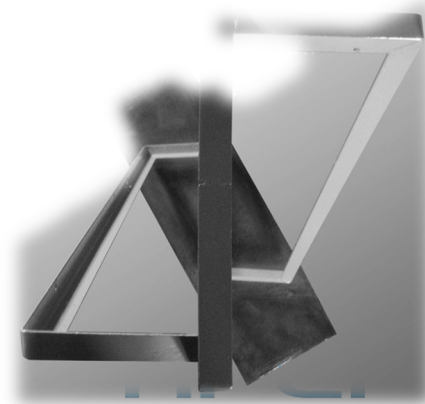


Introduction

Marcel Roncin

Président

AFTI



Programme

8h30	Accueil des participants
9h00	Introduction Marcel Roncin , Président de l'AFTI
9h05	Présentation modèle d'architecture de la convention dépositaire AFTI/AFG Michèle Besse , Responsable du contrôle Dépositaire, SGSS , Animateur du groupe Dépositaire AFTI Stéphanie Saint Pé , Directrice adjointe des affaires juridiques, AFG
9h30	Présentation travaux sur le marquage des ordres Didier Deleage , Directeur Général Adjoint, HSBC Global Asset Management , Président du groupe marquage des ordres de l' AFG Jean Devambez , Responsable Fund Services Operations France, BPSS Animateur du groupe Flux et Stocks de l' AFTI
10h15	L'agenda européen en matière de gestion d'actifs (UCITS V, venture capital, fonds solidaires, AIFMD niveau 2) Didier Millerot , Adjoint au Chef d'unité gestion d'actifs, Commission Européenne
10h45	AIFMD niveau 2 : position de l'ETDF Eric Dérobert , Directeur des affaires publiques, CACEIS
11h15	TABLE RONDE : Comment tirer parti de la directive AIFM dans le contexte actuel ? Animée par Karima Lachgar , Délégué Général, AFTI <ul style="list-style-type: none">• Frédérique Bouchet, Directeur Général, COO, CIAM• Pierre Bollon, Délégué Général, AFG• Natasha Cazenave, Chargée de mission à la Direction de la régulation et des Affaires Internationales, AMF• Axelle Ferey, Director, Private Equity - Product & Account Development, Ernst and Young Luxembourg• Paul Perpère, Délégué Général, AFIC• Bruno Prigent, Directeur du Métier Titres, Société Générale Securities Services
12h15	Conclusion Paul Henri de la Porte du Theil , Président, AFG
12h30	Cocktail

Présentation du modèle d'architecture de la convention dépositaire AFTI / AFG

Michèle BESSE

Responsable du contrôle Dépositaire

Société Générale Securities Services

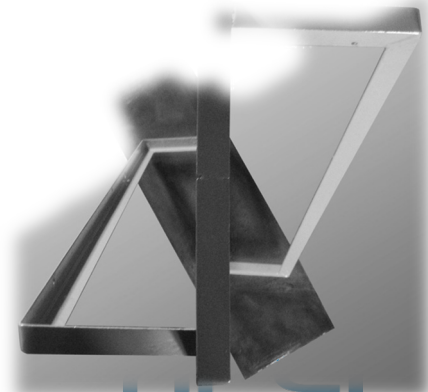
Animatrice du Groupe Dépositaire

AFTI

Stéphanie Saint-Pé

Directrice Adjointe des affaires juridiques

AFG



Convention dépositaire de place: Conclusion du groupe de travail

SOMMAIRE

1. Organisation du groupe de travail
2. La convention dépositaire de place

Organisation du groupe de travail

1. Organisation du groupe de travail

- ✓ Animation commune AFG/AFTI par Stéphanie Saint-Pé et Michèle Besse
- ✓ 6 juristes coté Sociétés de Gestion : AMUNDI, AXA, BNPPARIBAS, DEXIA, GROUPAMA et OLYMPIA
- ✓ 5 juristes coté AFTI : BPSS, CACEIS, RBC DEXIA, CMCIC et SGSS
- ✓ Réunion hebdomadaire entre mars et novembre 2011.
- ✓ Objectif : Mettre à disposition un modèle d'architecture en remplacement de la convention dépositaire de place de 2002 intégrant les textes législatifs et réglementaires de 2011. Ce modèle ne peut être considéré comme une norme.

La convention dépositaire de place

1. La convention dépositaire de place

❑ La convention s'articule autour de 12 articles :

- « Objet de la convention »
- « Conservation de l'actif »
- « Contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion »
- « Tenue de passif »
- « Accord et Informations ».
- « Rémunération »
- « Usage du nom »
- « Responsabilités »
- « Entrée en vigueur et durée »
- « Résiliation »
- « Déontologie »
- « Loi applicable »

La convention dépositaire de place

2. La convention dépositaire de place

❑ **La convention prend en compte l'article 323-11 du RGAMF issu de la transposition des textes relatifs à la directive UCITS IV :**

- Intégration des points 1° à 7°.a) de l'article 323-11 par la mise en place d'un jeu de modèles d'annexes permettant la description des procédures concernées;
- Intégration du point 7°.b) et c) à l'article 11 du modèle de place;
- Intégration des points 8° à 12° dans le corps de la convention.

La convention dépositaire de place

2. La convention dépositaire de place

❑ **Avancées de cette convention par rapport à celle de 2002**

- Liste plus exhaustive des définitions
- Article sur la tenue de position
- Précision sur les espèces chez un tiers
- Article sur la déontologie

La convention dépositaire de place

2. La convention dépositaire de place

❑ Point de divergence non résolu

- Il y a accord sur l'ensemble des points abordés dans cette convention entre les deux associations sauf un sujet
- Il s'agit du : Mode de conservation des parts ou actions d'OPCVM de droit étrangers détenues chez un registrar ou un TA.

❑ Suite du projet

- Validation par les Conseils d'Administration des deux associations professionnelles
- Présentation à l'AMF
- Article dans le numéro de mars de la Revue Banque
- Poursuite des activités du groupe de travail en 2012 pour intégration des règles AIFM et mise en place d'un comité de suivi afin d'examiner les retours des sociétés de gestion et des dépositaires

Présentation travaux sur le marquage des ordres

Didier DELEAGE

Directeur Général Adjoint

HSBC Global Asset Management (France)

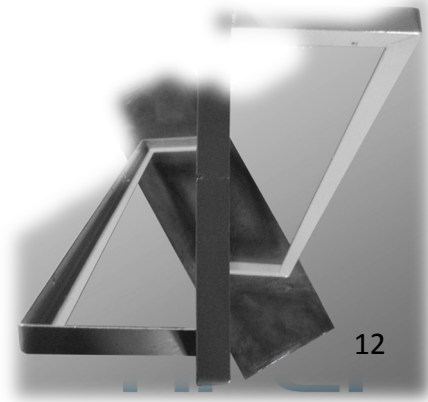
Président du groupe marquage des ordres de l'AFG-AFTI-Euroclear

Jean DEVAMBEZ

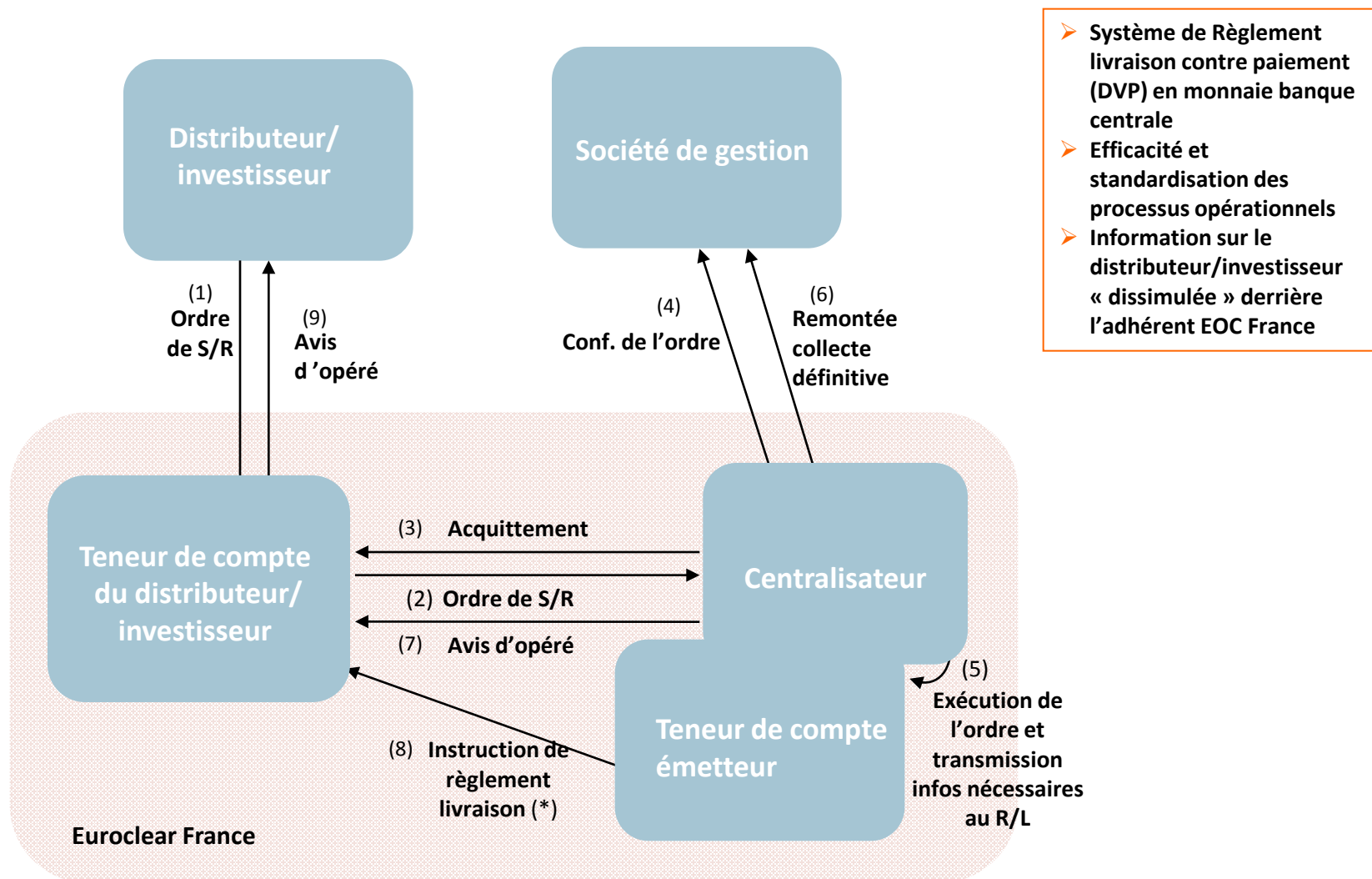
Responsable Asset and Fund Services Operations France

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

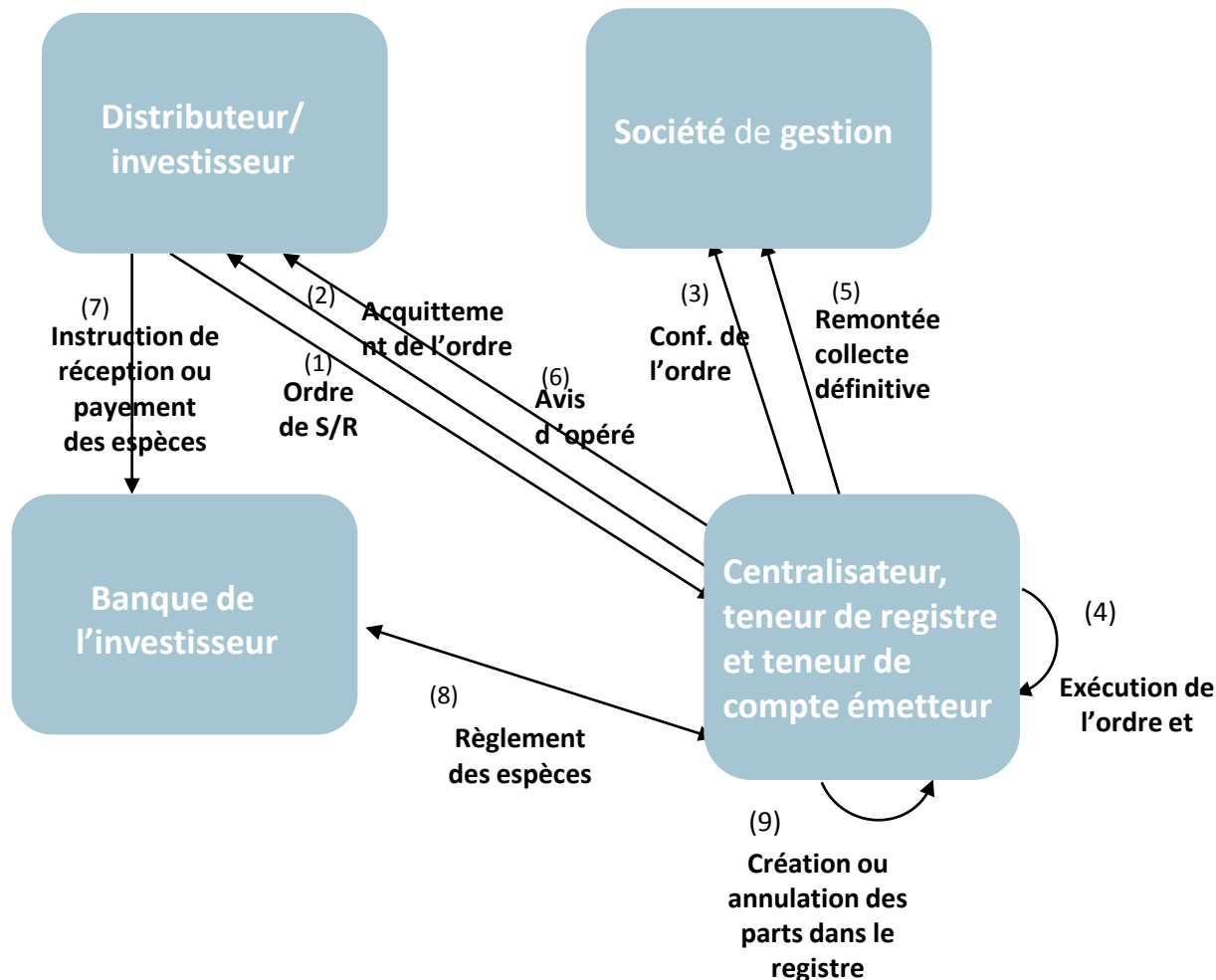
Animateur du Groupe Flux & Stocks de l'AFTI



Les acteurs de la distribution de fonds - le circuit CSD « classique » ...



... et le circuit tenue de registre « classique »



- ✓ Déconnexion entre livraison des parts et règlement espèces, dénouement en monnaie banque commerciale
- ✓ Moins de standardisation opérationnelle
- ✓ Accès facilité à l'information sur le distributeur / investisseur ... mais utilisation de compte omnibus de plus en plus fréquente et mise en place de LuxCSD (au Luxembourg)

Le marquage des ordres : c'est quoi et pourquoi ? le point de vue des intermédiaires financiers

Marquage des ordres = identification du distributeur/l'investisseur institutionnel lors de la transmission de l'ordre

- ✓ Pour garantir la bonne application des **conditions dérogatoires des droits d'entrée/sortie** par le centralisateur
- ✓ Pour faciliter la réconciliation des positions certifiées sur les attestations de positions nécessaires au paiement des **rétrocessions de commissions**

... tout en maintenir le **niveau d'efficacité opérationnelle actuel** avec le modèle CSD et dénouement en EOC France

Le marquage des ordres : c'est quoi et pourquoi ?

le point de vue des sociétés de gestion

Une réponse à un besoin essentiel de connaissance du passif dans un environnement CSD, qui vient répondre à plusieurs objectifs:

- ✓ Un objectif **financier** en deux volets crucial pour les sociétés de gestion:
 - ✓ La correcte application de droits d'entrée dérogatoires
 - ✓ Le paiement dans les temps de commissions de placement – qui représentent une proportion significative des revenus des sociétés de gestion- sur une base fiable
- ✓ Un objectif **commercial** de connaissance du passif- au niveau souhaité par les sociétés de gestion: distributeurs et clients institutionnels ou corporate.
- ✓ Des objectifs annexes variant selon les sociétés de gestion (risques,...).

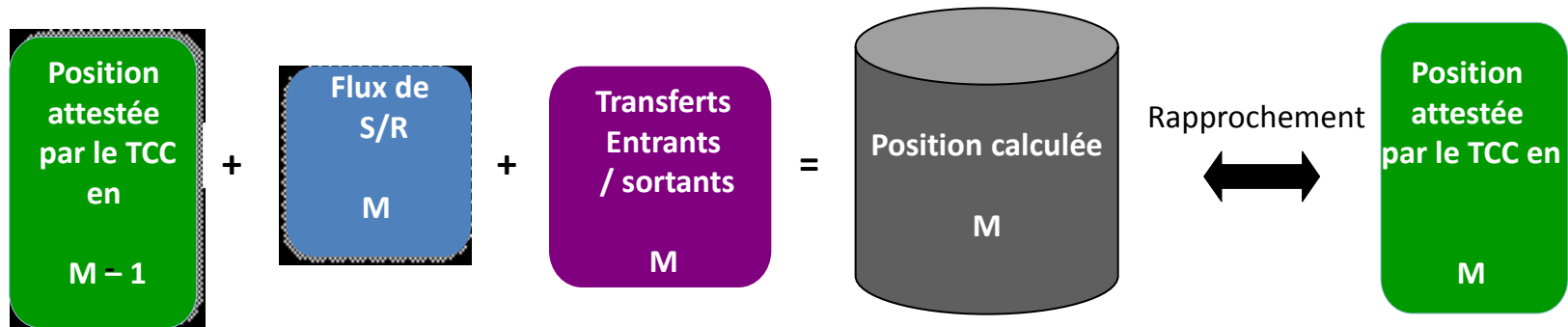
Avec des besoins en terme de granularité du périmètre à identifier qui varient selon les sociétés de gestion et dans un contexte visant à **limiter les ressaisies manuelles** encore très fréquentes ainsi que les travaux de recherches manuelles d'origine de certains flux (parfois marqués au mauvais niveau), afin d'accélérer le traitement des opérations.

La démarche

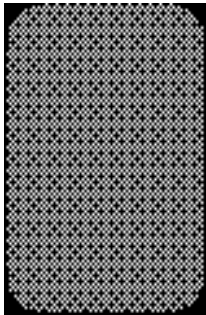
- ✓ Un groupe de travail composé de représentants de l'AFG, de l'AFTI et d'Euroclear France, avec le support d'Euroland Consulting
 - Président: M. Didier Deleage, HSBC Global Asset Management (France)
 - Rapporteur: M. Pierre-Yves Berthon, AFG
- ✓ Objectif : mise en œuvre de la Recommandation A2 du rapport du groupe de pilotage du haut comité de place du 15 octobre 2010, à savoir:

« Finaliser les travaux entrepris par la Place relatifs au marquage des ordres, et notamment développer, en collaboration avec le dépositaire central, une solution pour permettre aux sociétés de gestion, dans l'hypothèse où des transferts de compte à compte sont réalisés, de conserver une connaissance exacte du passif des fonds qu'elles gèrent. »
- ✓ Travaux menés du 31 janvier au 6 juillet 2011, précédés d'une enquête menée en Décembre/Janvier par Ailancy auprès des SGP pour faire l'état des lieux sur leurs besoins et pratiques actuelles. Travaux suivis d'entretiens ponctuels avec d'autres professionnels (TCC, distributeurs), pour clarification de certains aspects , et visant à formuler des recommandations professionnelles aux adhérents.
- ✓ Validation des principes par les Conseils d'administrations respectifs de l'AFG et de l'AFTI fin 2011

Un besoin plus large que le seul marquage: un meilleur suivi de la distribution



- ✓ Un meilleure **qualité du marquage des flux**: première étape initiée il y a plusieurs années mais les derniers travaux ont nettement amélioré la qualité de l'information, sans rupture de traitement STP
- ✓ Une information sur les stocks: projet d'optimisation de production et de traitement des **attestations de positions** par le TCC selon un format standardisé et exploitable pour faciliter le processus de réconciliation (des stocks avec les positions reconstituées à partir des flux)
- ✓ Une information sur les **transferts** franco entre TCC non communiqués à ce jour au centralisateur ou à la SGP



Avancées récentes – le marquage des ordres

Validation du principe de **l'identification unique** du distributeur/de l'investisseur par un **BIC ou par un BIC1** (avec ou sans branch code) lors des échanges entre donneurs d'ordres (TCC) et centralisateurs

Janv 2011: Communication de l'initiative aux principaux intermédiaires financiers de la place

Fev 2011: Migration 1er lot .

Mars 2011: Migration 2er lot .

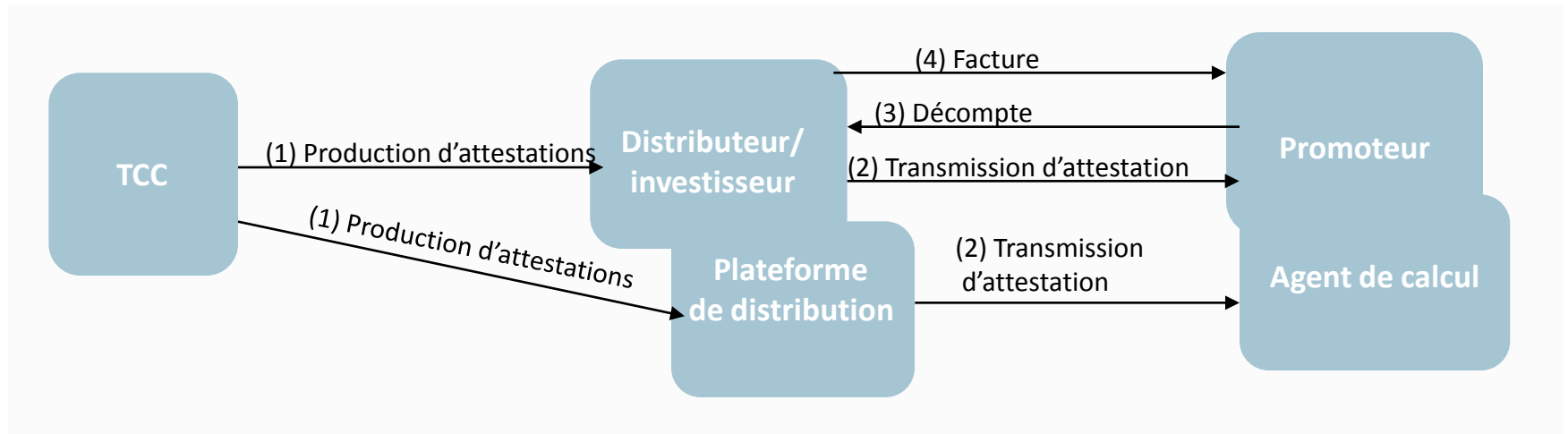
Mars 2012: 6ième lot (et dernier?) en cours de préparation

Avril/mai 2012: Fin du mode projet

**Migration
en
plusieurs
lots et
suivi
effectué
par un GT
dédié**

- Environ 1500 distributeurs/investisseurs référencés dans le référentiel code BIC/BIC One
- Passage en mode BAU et rappel de la procédure de création / modification / suppression de code BIC/BIC 1 pour poursuite des efforts d'harmonisation

Avancées récentes – les attestations de positions



Constat:

Difficultés de production et d'utilisation

- Format et contenus non harmonisés
- Transmission manuelle
- Exploitation manuelle.....



Une première étape:

Vers un processus plus harmonisé et automatisé

- Proposition d'un contenu/format standard
- Transmission en automatique
- Exploitation automatisable



Les améliorations proposées concernent d'abord les échanges entre les TCC et leurs clients en conservation



Poursuite des travaux sur une éventuelle offre (type de tenue de positions) destinée aux sociétés de gestion

Avancées récentes – les transferts

Un traitement et des flux qui échappent à la logique du marquage

➡ une difficulté supplémentaire lors de la réconciliation (écart de position causé par transfert ou erreur?)



Une première piste de solution: le reporting Euroclear sur les mouvement franco entre deux TCC, depuis septembre 2011



Une réflexion en cours pour compléter le dispositif sur le long terme:

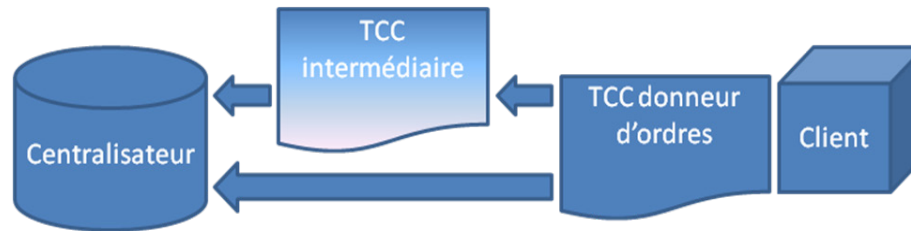
- mise en place d'un flux d'information supplémentaire avec des références de marquage
- rapport coûts/bénéfices à déterminer

Les livrables de référence

- ✓ Les livrables du groupe de travail sur le sujet sont pour certains plus spécifiquement destinés aux adhérents AFG, et pour d'autres aux adhérents AFTI, sachant qu'ils forment un ensemble cohérent:
- ✓ Livrables plus particulièrement destinés aux SGP
 - Refonte de l'annexe technique du Guide professionnel AFG aux conventions de distribution, dont une partie a vocation à être remise par le distributeur/client à son TCC pour procéder au marquage
 - Elaboration d'un modèle de formulaire pour clients institutionnels ne faisant pas l'objet de rétrocessions de commissions (absence par nature de convention de distribution) mais qui bénéficient généralement de droits d'entrée négociés
- ✓ Livrables plus particulièrement destinés aux TCC
 - Recueil de Recommandations professionnelles AFG/ AFTI destinées aux TCC sur les bonnes pratiques de marquage (déclinant dans le détail les principes évoqués plus haut).

Le marquage des flux – Les recommandations

1. Les ordres doivent être marqués sur demande des clients des TCC et selon leurs instructions
→ Action à prévoir pour les sociétés de gestion de mise à jour de leurs annexes et de communication auprès de leurs clients distributeurs ou corporate.
2. En l'absence d'instruction du client, le TCC du donneur d'ordre marque les ordres avec le code BIC / BIC 1 du client (sous réserve de validation juridique en cours)
3. Les TCC intermédiaires ne marquent pas un ordre qui n'est pas marqué par le TCC du donneur d'ordres: Pour les établissements qui assurent les fonctions de TCC et de commercialisateur, le branch code doit préciser le réseau de commercialisation utilisé.



4. Si l'ordre est déjà marqué (code BIC / BIC 1 et / ou une référence bilatérale), le TCC le transmet vers les systèmes de routage sans altérer ses références de marquage.
5. Le TCC atteste les positions selon les mêmes règles de marquage que les ordres

Les prochaines étapes

- ✓ Retour attendu des commissions juridique AFG et observatoire de la réglementation AFTI sur un point dont dépendent 2 recommandations détaillées.
- ✓ Validation finale du détail des Recommandations professionnelles du marquage des ordres OPCVM pour les TCC
- ✓ Diffusion des livrables aux adhérents et communication sur la question
 - Assurer l'appropriation des bonnes pratiques liées au marquage des ordres OPCVM par un panel élargi
 - Définir le plan de communication et d'accompagnement au déploiement de ces pratiques (calendrier, structure et outils de pilotage, ...)

L'agenda européen en matière de gestion d'actifs

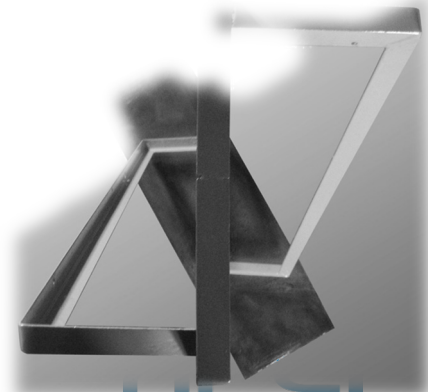
(UCITS V, venture capital, fonds solidaires, AIFM niveau 2)

Didier Millerot

Chef d'unité adjoint

Unité MARKT G4 – Gestion d'actifs

Commission Européenne



En 2012, la famille continue à s'agrandir...

Nombreux chantiers en cours!

- Mesures d'application de la directive AIFM
- Négociations des propositions sur le capital-risque et les fonds d'entrepreneuriat social
- Une réforme OPCVM V ciblée?
- La concrétisation du projet PRIPS
- les conséquences du débat international sur la shadow banking pour la gestion d'actifs (ETF, Fonds monétaires) ?

Mesures d'application de la directive AIFM

- Un chantier considérable:
- 50 clauses d'habilitation;
- Dans des domaines clés pour le bon fonctionnement de la directive: calcul des **actifs sous gestion** (seuils), calcul de **l'effet de levier**, calcul des **fonds propres et de l'assurance professionnelle**, fréquence du **reporting** aux autorités compétentes, **règles dépositaires**, etc...
- Avis de l'ESMA du 16 novembre 2011;
- Mise en œuvre de la nouvelle procédure du traité de Lisbonne pour l'adoption d'actes délégués → Règlements de la Commission adoptés durant l'été ?

Négociations des propositions « capital- risque » et fonds d'entrepreneuriat social

1. **Objectifs ?** Mettre la gestion d'actifs au service de **l'économie réelle**, de l'innovation et du développement de l'entrepreneuriat social! Octroi d'un passport européen spécifique et d'un « label » pour accéder à des investisseurs dans les 27 EM.
2. **Instruments** : deux propositions de règlement UE « optionnels ». Régimes **volontairement allégés** et attractifs destinés aux gestionnaires non-couverts par AIFM.
3. **Règles essentielles** : 70 % des fonds dans actifs éligibles (en fonds propres et quasi-fonds propres), commercialisation limitée aux investisseurs professionnels (définis largement), définition de l'entreprise sociale (EuSEF), obligation de mesurer et communiquer l'impact social (EuSEF)
4. **Adoption** par Parlement européen et Conseil avant l'été?

Une réforme OPCVM V ciblée ?

- OPCVM IV en vigueur depuis été 2011
- Nécessité **d'aligner règles dépositaires** sur régime (plus détaillé) AIFM → tirer les leçons de Madoff!
- Politique horizontales services financiers en matière de **rémunération et de sanctions** administratives
- Proposition de la Commission fin avril 2012?

Quelles règles pour les dépositaires OPCVM ?

1. **Critères d'éligibilité** : banques, sociétés d'investissement (MIF), clause de "grand-père"?
2. **Définition des tâches** : conservation, tenue de comptes, vérification des flux financiers
3. **Règles en matière de délégation** : en Europe, dans des pays tiers ne présentant pas des garanties équivalentes?
4. **Régime de responsabilité protecteur de l'investisseur** : largement inspiré d'AIFM, responsabilité stricte sauf "événement extérieur échappant à son contrôle raisonnable et dont les conséquences auraient été inévitables malgré tous les efforts raisonnables déployés pour l'éviter" + possibilité d'exonération contractuelle?

Concrétisation du projet PRIPS

- Rappel sur PRIPS: appliquer les **mêmes règles** pour tous les produits financiers en matière (i) d'information précontractuelle (KIID) (ii) de pratiques commerciales;
- Déjà mis en œuvre via la réforme de **la directive MIF** proposée à l'automne 2011 (extension des règles de conduite à certains produits bancaires)
- Extension au domaine des **assurances**: réforme de la directive « intermédiation »
- **Règlement général sur l'information précontractuelle** (tous les produits y compris OPCVM)
- Adoption dans le cadre d'un **paquet "protection de l'investisseur"** fin avril

Le débat international sur le shadow banking: impact sur l'industrie de la gestion d'actifs?

- Mandat du G20 au FSB/IOSCO de faire un état des réformes nécessaires pour traiter les **risques systémiques** qui pourraient être causés par le système bancaire parallèle
- **Fonds monétaires et ETF** sous le feu des projecteurs
- **Aucune conclusion tirée au niveau de la Commission**, lignes directrices de l'ESMA en cours d'élaboration.
- **Livre vert du 13 mars 2012**, appel à contribution.

Questions ?

AIFM niveau II : Position de l'ETDF

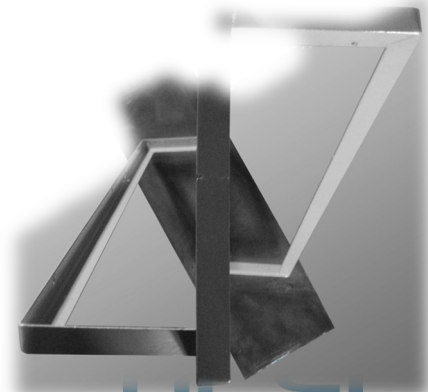
Eric Dérobert

Directeur des affaires publiques

CACEIS

Vice-président

AFTI



SOMMAIRE

1. Présentation de l'ETDF (European Trustee & Depositary Forum)
2. Le dépositaire selon la directive AIFM
3. Les messages de L'ETDF

European Trustee & Depositary forum

- **Statut**

- *Un « forum », sans personnalité juridique*
- *Un règlement interne : « ETDF rules and procedures »*

- **Objet**

- *Créer un lieu d'échange (forum)*
- *Définir des messages communs*

- **Fonctionnement**

- *Règle de l'unanimité*
- *Animation (« présidence ») tournante, sur la base du volontariat*
- *Aucune structure permanente*

European Trustee & Depositary Forum



- **Les membres du forum**

- *Des associations nationales*
- *8 pays représentés*

→ *France, Royaume-Uni, Allemagne*

→ *Luxembourg, Irlande*

→ *Espagne, Suède, Autriche*

- **L'identité visuelle**



- *Un logo*
- *Les signatures individuelles des associations*

L'article 21 de la directive AIFM

1) *Les critères d'éligibilité du dépositaire*

2) *Les principales fonctions du dépositaire*

3) *La mission de contrôle*

4) *Le régime de responsabilité du dépositaire*

5-1) *La mise en jeu de la responsabilité*

5-2) *Le conditions de transfert de la responsabilité*

Les critères d'éligibilité du dépositaire

Les institutions de crédit européennes

- Autorisées selon la directive 2006/48/EC (CRD)

Les sociétés d'investissement européennes

- Autorisées selon la directive 2006/49/CE (MIF)

Les entités autorisées au niveau national

- Autorisée par la directive UCITS

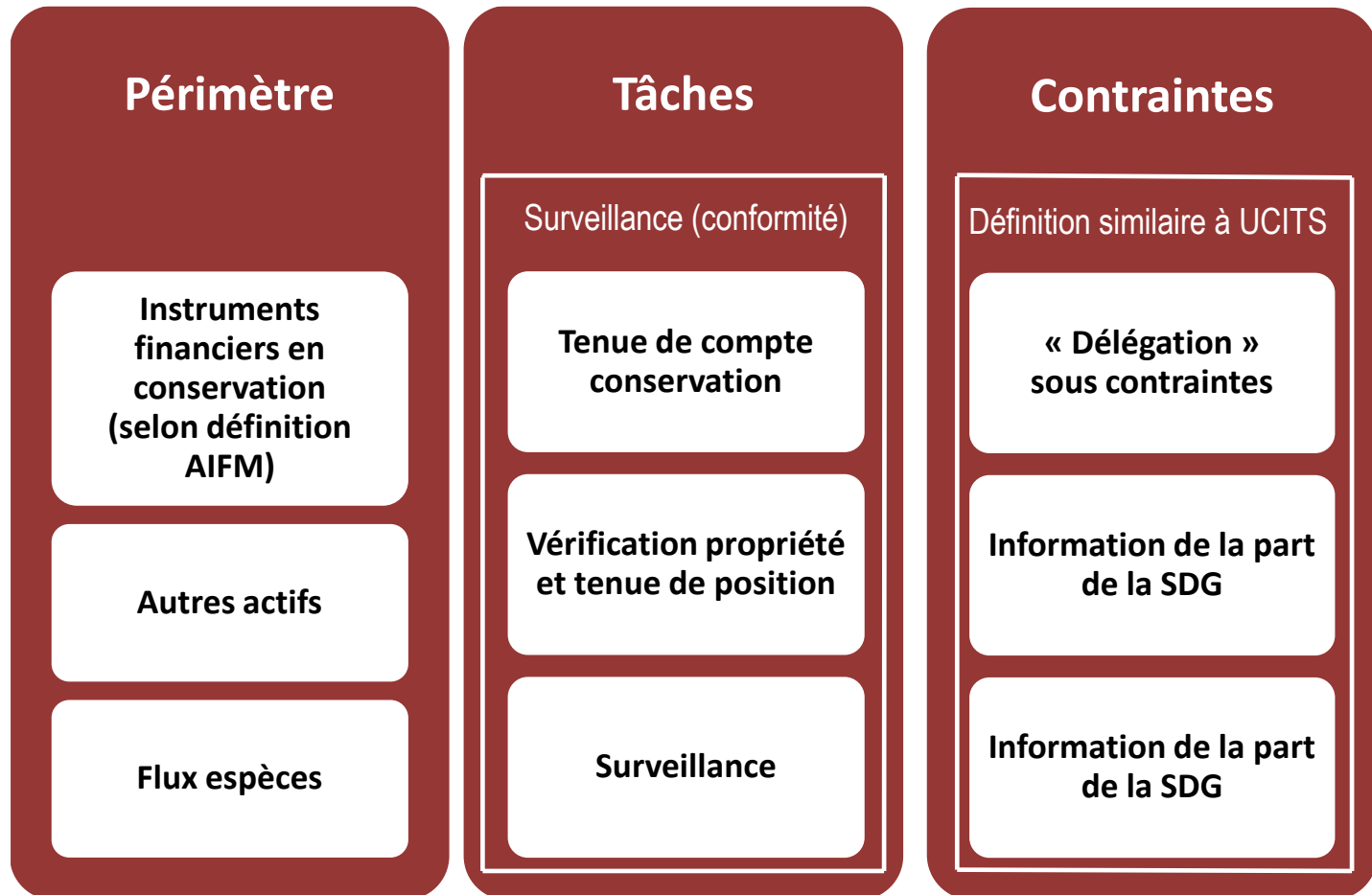
Les entités équivalentes non européennes

- Pour les fonds domiciliés dans les pays tiers, sous condition de critères de fonds propres et de supervision, et en présence d'accords fiscaux avec les pays de distribution

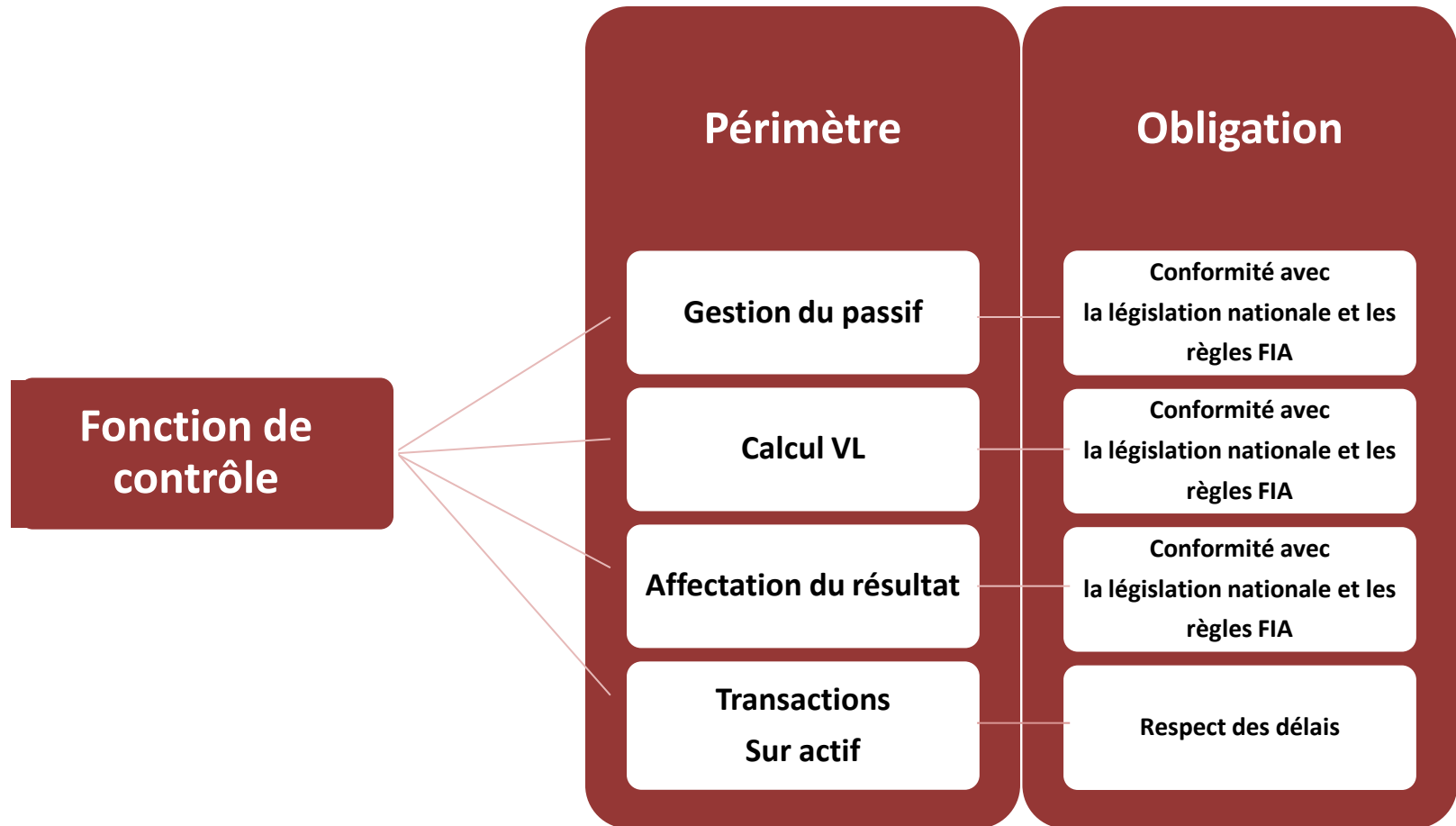
Les entités autorisées au niveau national

- Pour les fonds sans possibilité de rachat avant 5 ans, et marginalement investis en actifs relevant de la tenue de compte conservation

Les principales fonctions



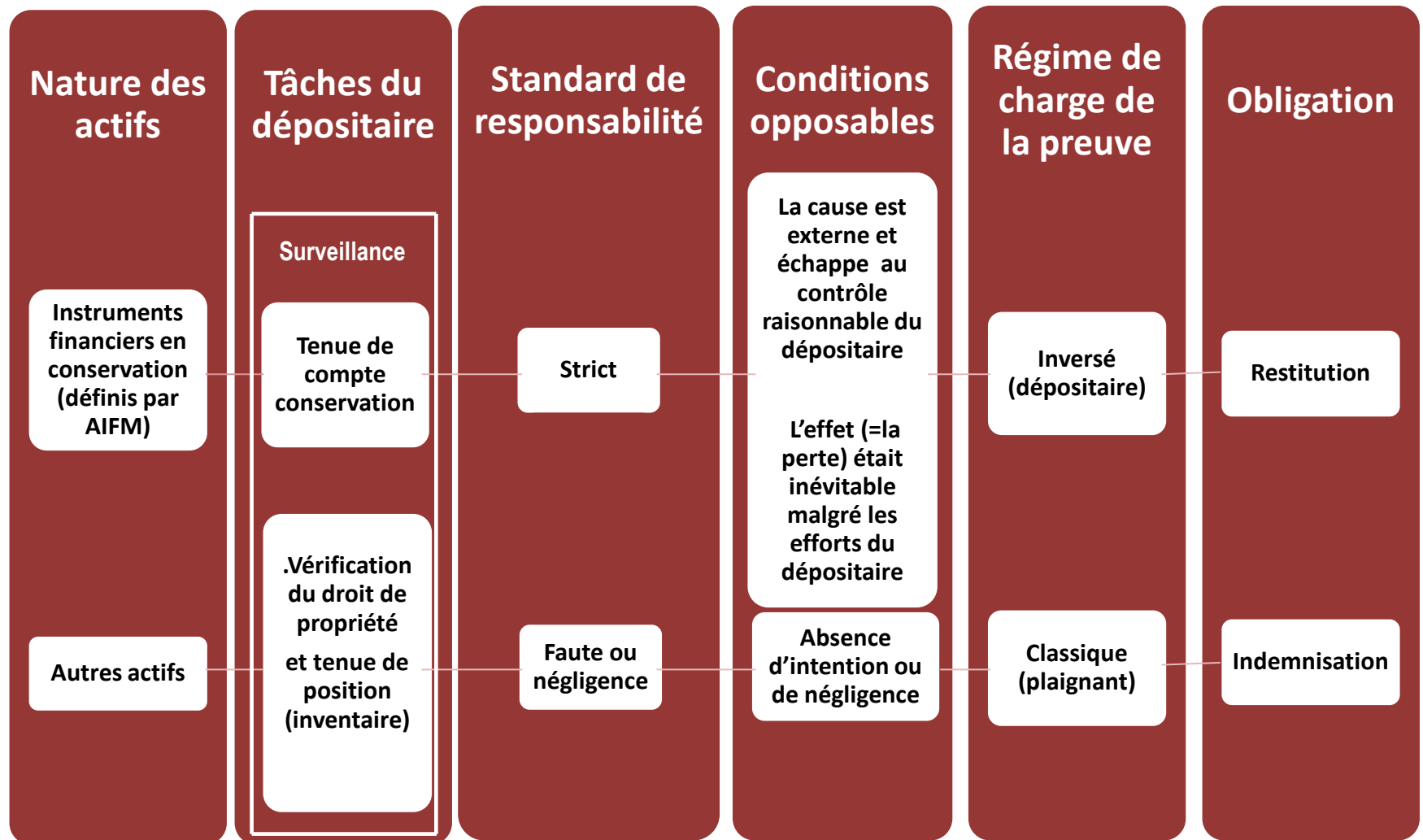
La mission de contrôle



Les conditions de délégation des tâches du dépositaire

Périmètre autorisé	<ul style="list-style-type: none">• Conservation des actifs (tenue de compte et tenue de position)
Condition	<ul style="list-style-type: none">• Existence d'une raison objective (non précisée)
Contraintes pour dépositaire	<ul style="list-style-type: none">• Processus de sélection• Processus de suivi permanent (due diligence)
Eligibilité des sous-conservateurs	<ul style="list-style-type: none">• Structure, expertise,• Surveillance prudentielle,• Ségrégation des actifs,• Contrôle externe périodique,• Non réutilisation des actifs sans accord,• Respect des règles de prévention des conflits d'intérêts

La mise en jeu de la responsabilité du dépositaire



Les conditions de transfert de la responsabilité au sous-conservateur

Formalisation (Contrats écrits)

- Entre le dépositaire et le sous-dépositaire
- Incluant la possibilité d'une action directe contre le sous-conservateur
- Entre le dépositaire et le fonds /SDG

Sous condition d'une raison objective

- Accord formalisé du fonds/SDG

Validité de la délégation

- Toutes les conditions du recours à la sous délégation doivent être respectées :
- Eligibilité du sous conservateur
- Processus de sélection
- Processus de suivi (due diligence)

***Transfert également possible si les critères de sous-conservation, en matière de surveillance prudentielle ne correspondent pas aux exigences requises
(sous conditions de formalisme –contrats et statuts- et d'information préalable aux porteurs).***

Conserver l'équilibre défini par la législation de niveau 1

- *Le renversement de la charge de la preuve*
 - *Une exigence de précision quant aux obligations*
- *Conserver la notion de contrôle raisonnable du dépositaire (Art 21)*
 - *Contrôler les seules fonctions déléguées*
 - *Préciser les obligations d'information à l'AIFM*
 - *Reconnaître les limites de l'action du dépositaire (ségrégation)*
 - *Obligation du « look-through »*

Préciser le champ de la tenue de compte conservation

- *Une définition fondamentale en termes de niveau de responsabilité*
 - *Les acteurs de la chaîne*
 - *registres; agents de transfert; prime brokers*
 - *Le lieu de conservation*
 - *garanties reçues*
 - *Les instruments financiers*
 - *titres physiques*

Prochaines étapes

- *Séminaire au Parlement Européen en avril 2012 organisé sous le patronage de Jean-Paul Gauzès, Rapporteur*
- *La coordination des initiatives nationales*

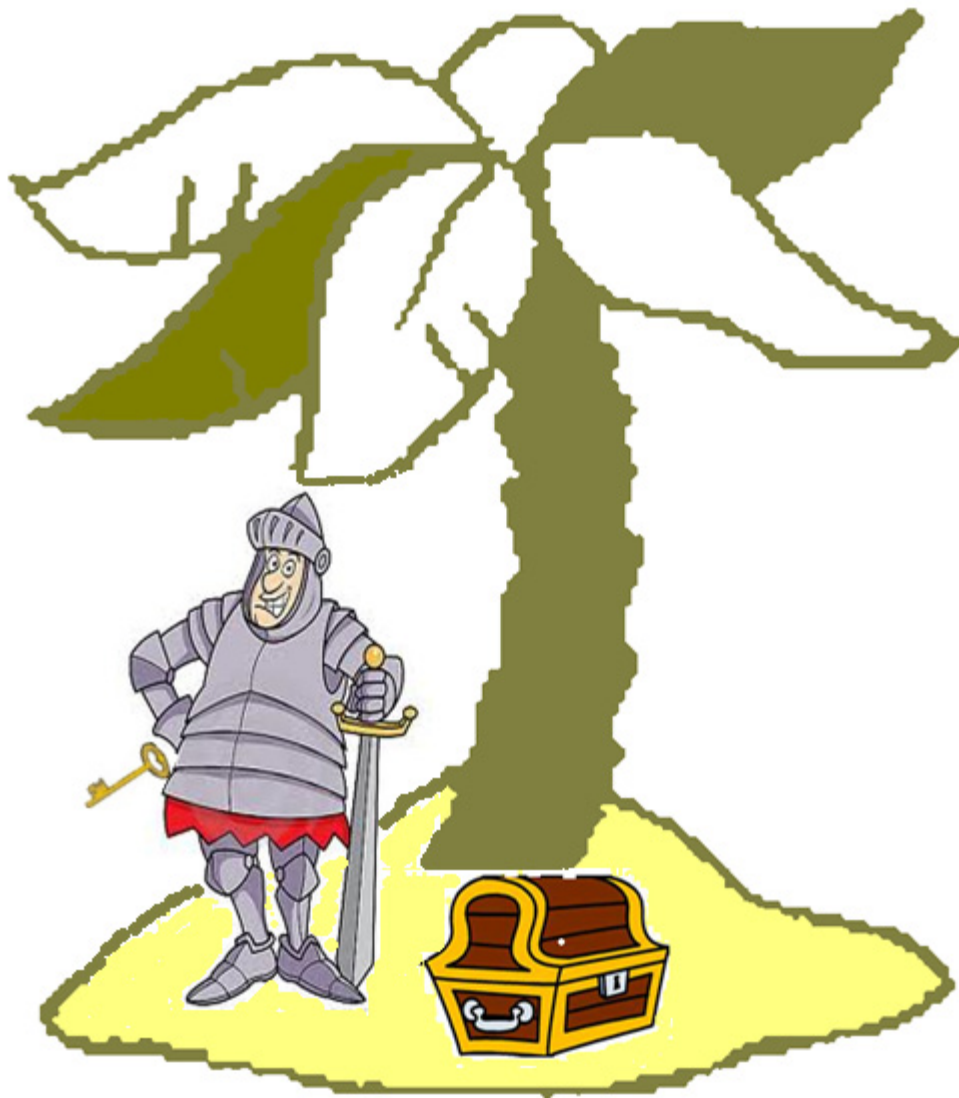


TABLE RONDE

Comment tirer parti de la Directive AIFM dans le contexte actuel ?

Animée par **Karima Lachgar**, *Délégué Général, AFTI*

Pierre Bollon, AFG

Délégué Général

Frédérique Bouchet, CIAM

Directeur Général, COO

Natacha Cazenave, AMF

*Adjointe au Directeur de la division Gestion d'actifs
Direction de la régulation et des Affaires Internationales*

Axelle Ferey Ernst and Young Luxembourg

Director, Private Equity – Product & Account Development

Paul Perpère, AFIC

Délégué Général

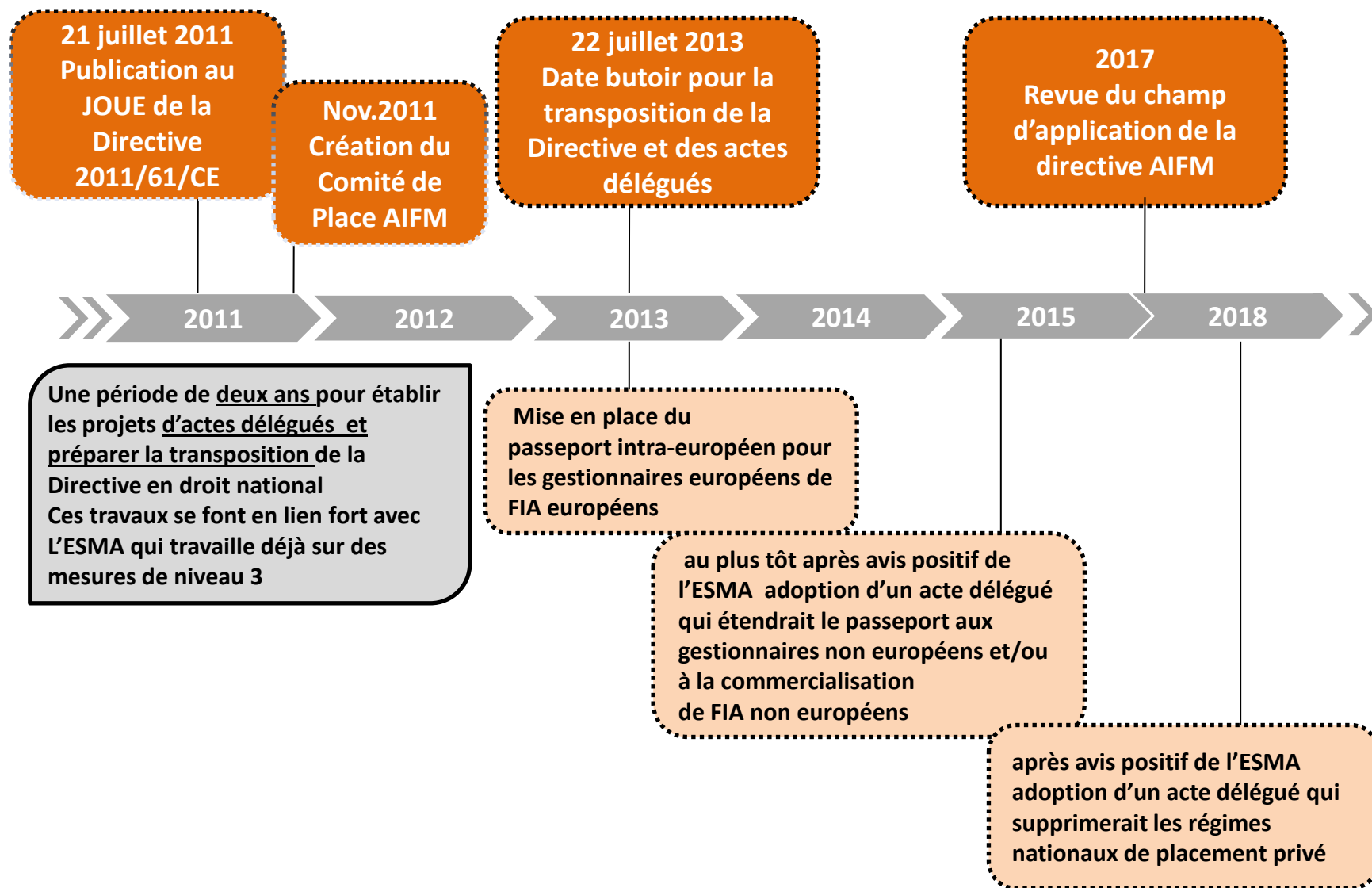
Bruno Prigent, Société Générale Securities Services

*Directeur du Métier Titres
Vice-président de l'AFTI*

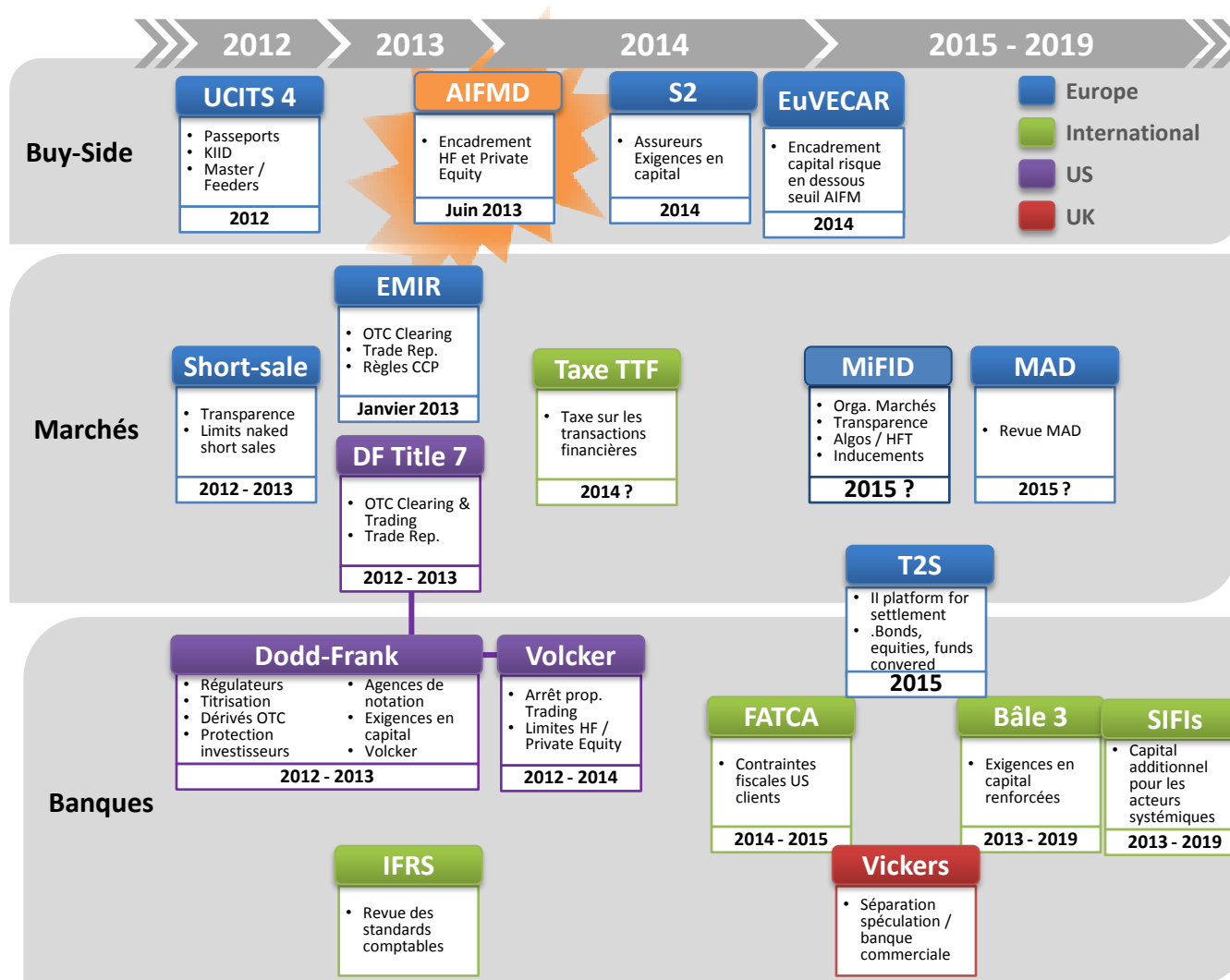


Comment tirer parti de la directive AIFM dans le contexte actuel ?

Dates clés pour une mise en œuvre en plusieurs temps



Une mise en œuvre qui s'inscrit dans un agenda réglementaire et législatif lourd et complexe



Source : Conférence AFTI du 31 janvier 2012

Principales dispositions de la directive AIFM

Commercialisation

- Passeport européen pour les gestionnaires européens de FIAs européens
- Au plus tôt en 2015, passeport européen pour les gestionnaires non EU et/ou les FIAs non EU
- Au plus tôt en 2018, suppression des régimes nationaux de placement privé

Supervision

- Agrément et supervision continue de la part des autorités compétentes
- Reporting régulier

Obligations générales et règles opérationnelles

- Exigences en matière de fonds propres
- Règles organisationnelles en matière de gestion de la liquidité, des risques et des conflits
- d'intérêts
- Principe d'évaluation juste et indépendante, par l'AIFM ou par un évaluateur externe
- Encadrement de la délégation, la responsabilité du délégant n'étant pas affectée par la délégation

Principales dispositions de la directive AIFM

Dépositaire

- ☐ L'AIFM s'assure qu'un dépositaire unique est nommé pour chaque FIA géré
- ☐ Précisions sur les missions et la responsabilité du dépositaire

Transparence et levier

- ☐ Information à communiquer aux investisseurs et régulateurs
- ☐ Limite maximum d'usage du levier définie par l'AIFM et conformité à cette limite

Dispositions spécifiques sur le Private Equity

- ☐ Obligation de transparence
- ☐ Mesures de prévention du démembrement des actifs

Comment tirer parti de la directive AIFM dans le contexte actuel ?

Impact organisationnel de la directive AIFM et opportunité de rationalisation

Le modèle de "super AIFM" 1/2

Source : Ernst & Young

1. Le contexte

- ▶ Un AIFM à nommer pour chaque FIA, ou le FIA se désigne lui-même comme autogéré
- ▶ Ceci pose le problème de la gestion de l'héritage acquis pour des acteurs ayant mis en place leurs modèles opérationnels avant même que le projet de directive AIFM soit envisagé. Aujourd'hui les gestionnaires d'actifs alternatifs se demandent comment mettre en œuvre la directive AIFM d'une manière efficiente en termes de coûts pour leurs investisseurs, et ce indépendamment de leur héritage.

Impact organisationnel de la directive AIFM et opportunité de rationalisation

Le modèle de "super AIFM" 1/2

Source : Ernst & Young

2. Les options

Dans ce contexte, les gestionnaires cherchent à évaluer les options qui s'offrent à eux en matière de modèles opérationnels conformes à la directive AIFM, satisfaisant leurs investisseurs et leur permettant de déployer leur stratégie. Le modèle optimal sera probablement issue de l'une ou l'autre des options suivantes, ou d'une combinaison

► **Le modèle de « super AIFM »**: créer un seul AIFM pour toute une gamme de fonds ou convertir une entité existante, telle qu'une société de gestion (ManCo, SGP), en un AIFM unique (pour des gestionnaires disposant d'une gamme de fonds étendue en Europe, par exemple)

► **Le modèle « d' AIFM multiples »**: créer plusieurs AIFM, or convertir des structures de gestion existantes en AIFM (pour des gestionnaires disposant d'une gamme de fonds spécialisés chacun dans une classe d'actif spécifique)

► **Le modèle « d'AIFM partie tierce »**: nommer un ou plusieurs AIFM partie tierce (pour des promoteurs de taille restreinte souhaitant nommer un gestionnaire professionnel pour remplir le rôle d'AIFM)

► **Le modèle « d'AIFM autogéré »**: désigner le FIA en tant que structure autogérée, donc en tant qu'AIFM (pour de grands REITs autonomes, par exemple)

Impact organisationnel de la directive AIFM et opportunité de rationalisation

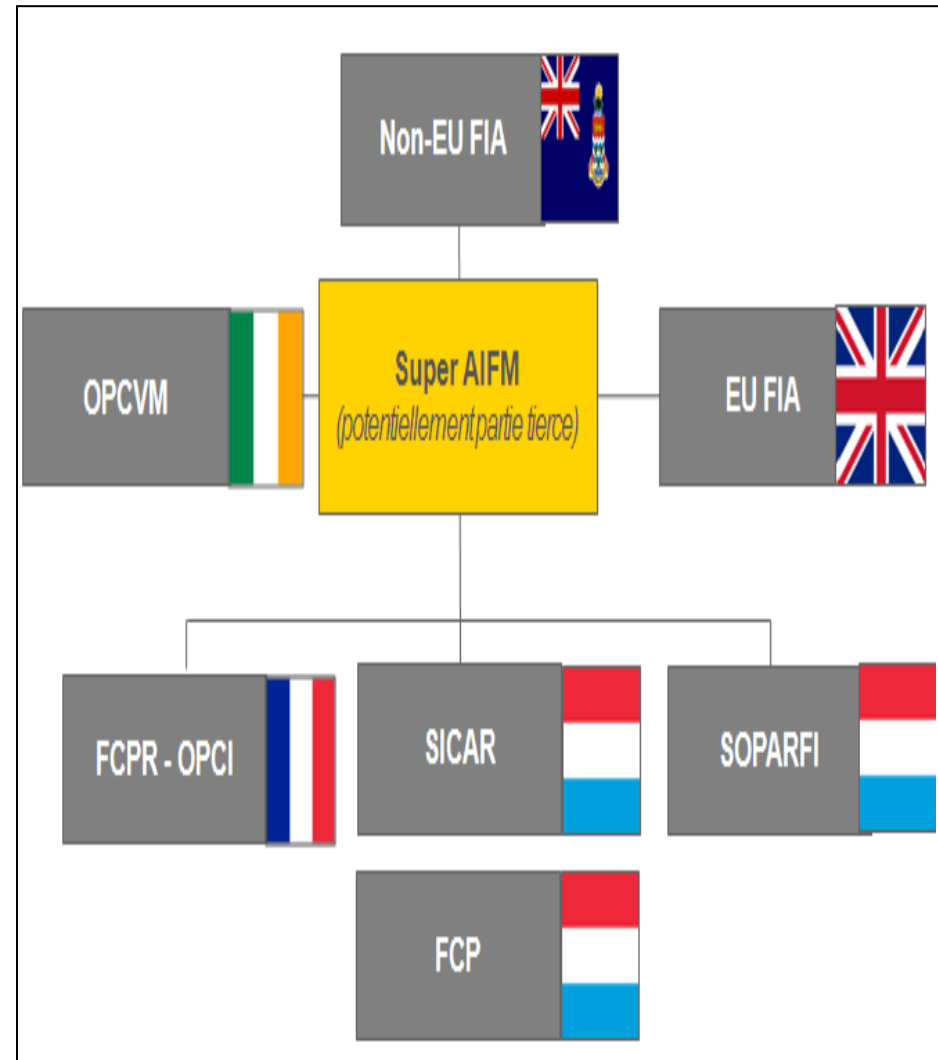
Le modèle de "super AIFM" 2/2

Source : Ernst & Young

3. Le modèle « Super AIFM »

Le modèle "Super AIFM" permet de mettre en place un modèle de gouvernance opérant une séparation stricte entre :

- ▶ **Le conseil d'administration du fond (ou de la société de gestion dans le cadre d'un FCP)** dont l'objet serait de protéger l'intérêt du fond et des investisseurs, en particulier via la nomination et la surveillance des prestataires de service, y inclus le dépositaire et l'AIFM. Ce rôle peut, par exemple être rempli par le conseil d'administration d'une société d'investissement de type SICAV. Dans la plupart des cas, des directeurs indépendants siègeront au conseil.
- ▶ **Et La plateforme « Super AIFM »** qui se concentrerait sur les activités de gestion, conférerait en général la « substance » et remplirait les obligations légales et réglementaires. Le « Super AIFM » fournirait les services de gestion en matière d'investissement (i.e. la gestion de portefeuille, la gestion du risque et de la liquidité), et pourrait également fournir des services de commercialisation et d'administration. Certaines de ces activités pourraient être déléguées à des prestataires de services spécialisés externe. L'organe de gouvernance du « Super AIFM » superviserait les activités de la plateforme, ainsi que les prestataires de service spécialisés



Clarification et harmonisation de la fonction dépositaire

Les 3 fonctions du dépositaire d'AIFs

Surveillance des mouvements espèces dans les comptes de l'AIF ouverts en dehors des livres du dépositaire

☐ Le dépositaire centralise l'ensemble des informations sur l'ensemble des flux espèces et s'assure que la société de gestion a mis en place les moyens adaptés pour détecter les mouvements frauduleux et met en œuvre les procédures appropriées de réconciliation entre les comptes bancaires et la balance comptable du fonds

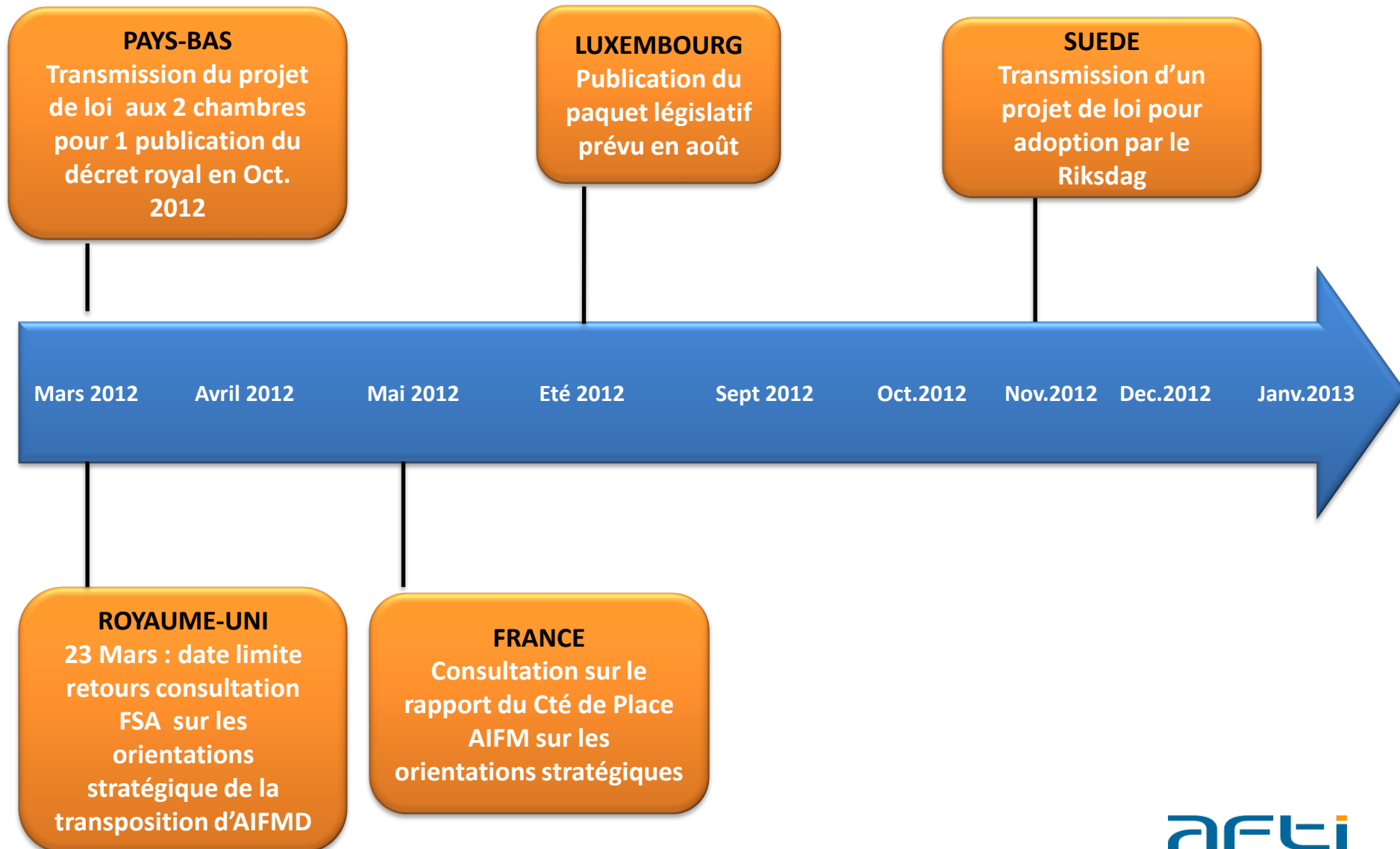
Safekeeping

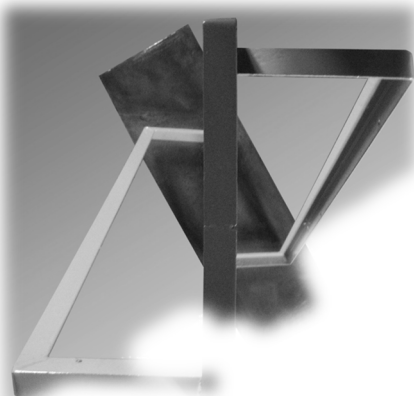
- ☐ Conservation des instruments financiers faisant l'objet d'une obligation de restitution. En cas de perte d'instruments financiers, le dépositaire est responsable de la restitution sauf s'il apporte la preuve que la perte est liée à un événement extérieur au-delà de son contrôle raisonnable et dont il n'aurait pas pu éviter les conséquences
- ☐ Tenue de position et vérification de la propriété pour les actifs autres que les instruments financiers

Contrôle de la conformité de l'AIF avec ses règles et les lois nationales applicables

- ☐ Points de contrôle identiques à ceux prévus par la directive OPCVM IV
- ☐ Contrôle ex-post de 2nd et 3^{ème} niveaux avec remontée des anomalies et vérification que les procédures et process appropriés ont bien été mis en place par l'AIFM

Les régulateurs sont dans la course à la transposition avec à la clé un avantage réel pour les acteurs concernés



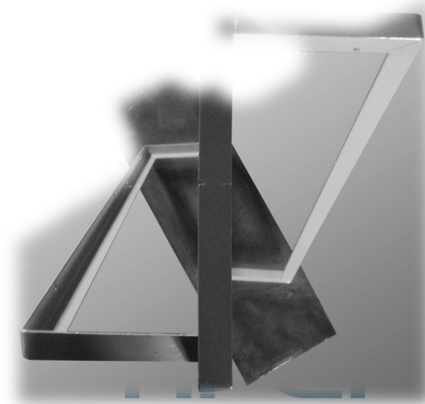


Conclusion

Paul-Henri de La Porte du Theil

Président

AFG



Fin de la conférence

www.afti.asso.fr